



Hirak populaire

# Des marches dans le calme dans plusieurs wilayas

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5310 - Vendredi 26 - Samedi 27 février 2021 - Prix : 10 DA

Stress hydrique  
**Le spectre de la pénurie d'eau refait surface**

Page 3

Mise en place d'un dispositif de suivi à distance

## Notable hausse des cas psychologiquement affectés par le virus

Page 2

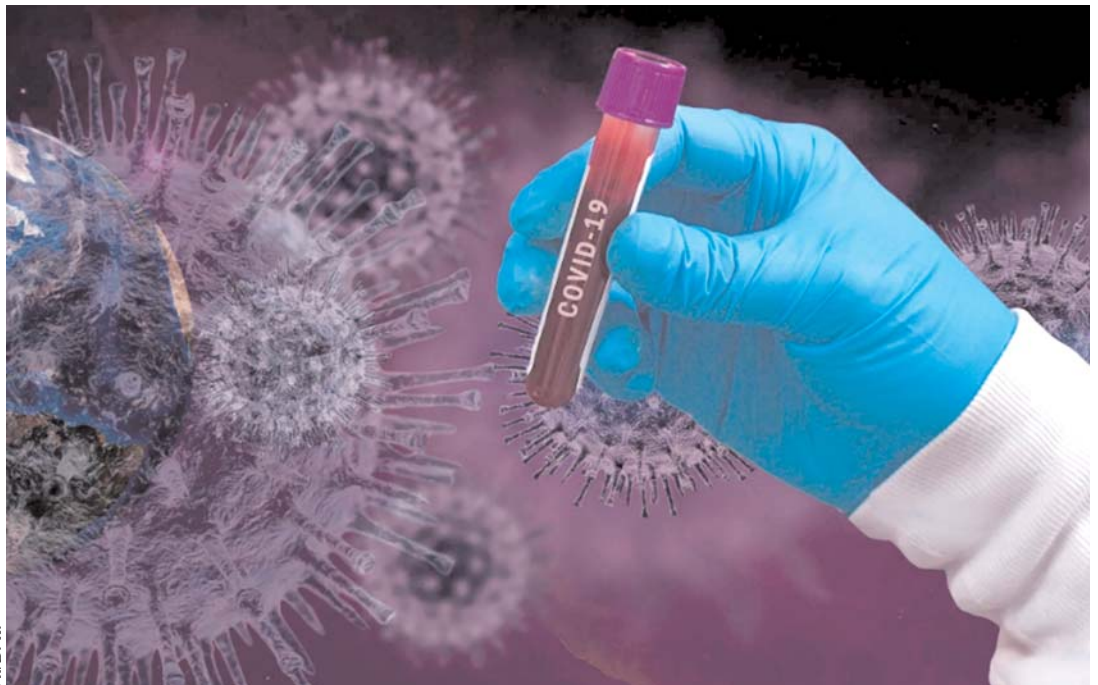
### Quelle politique syrienne pour la nouvelle administration américaine ?

Par Mohamed Habili

**D**epuis que la nouvelle administration américaine est aux commandes, il n'a pas été question de la Syrie. Ni non plus du Venezuela d'ailleurs, encore que du président Nicolas Maduro il ait été fait mention par Joe Biden une ou deux fois lors de sa campagne électorale, et dans des termes dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'étaient guère élogieux. Mais comme il arrive souvent que l'on tienne pendant la campagne électorale des propos dépassant sa pensée, le but pouvant être alors avant tout de se concilier un électorat précis, ou du moins de ne pas l'abandonner entièrement à ses rivaux, les autorités vénézuéliennes ont raison de ne pas désespérer de voir l'administration Biden se résoudre à prendre ses distances vis-à-vis de la politique concernant leur pays mise en œuvre par l'administration Trump. De la Syrie, certes, il n'a pas été question, mais d'ores et déjà deux actions américaines s'y sont produites. La première a été l'annonce faite par le Pentagone que désormais les troupes américaines présentes à l'est de l'Euphrate (elles sont estimées à moins d'un millier de soldats) ne s'occuperaient pas de surveiller ou de garder les gisements pétroliers s'y trouvant. Leur seule mission sera désormais la lutte contre l'Etat islamique, d'autant qu'il est en train d'y reprendre du poil de la bête. **Suite en page 3**

### Deux premiers cas détectés en Algérie

# Alerte au variant britannique du Covid-19



PH/D. R.

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, sans confirmer ni infirmer l'information, s'est contenté de dire que «le variant n'est pas une source d'inquiétude particulière» et que «nos experts sont à l'affût pour toute éventualité d'apparition d'un variant», faisant comprendre que ce risque n'est pas à écarter... **Page 2**

Financement des projets dans les énergies renouvelables

## Gouvernement et organisations patronales appelés à s'impliquer davantage

Page 3

Tizi Ouzou/ Alimentation en gaz naturel des trois dernières communes de la wilaya

## Nouvelle tentative de relance du projet à Akerrou, Zekri et Aït Chafaâ

Page 16

## Hirak populaire Des marches dans le calme dans plusieurs wilayas



**LA PREMIÈRE** marche du Hirak, après son deuxième anniversaire, a eu lieu, hier, à Alger. Comme à l'accoutumée, les manifestants ont entamé leur procession à la fin de la prière d'El Djoumouâ et les slogans habituels du Hirak populaire ont été scandés par les marcheurs. Des appels au changement et pour une Algérie démocratique ont rythmé la marche. Le dispositif sécuritaire déployé a été de moindre importance que d'habitude. Les éléments de maintien de l'ordre ont encadré le périmètre de déroulement de la marche, mais sans heurts. Les premières vagues de manifestants se sont dirigées vers la Grande Poste, alors que d'autres arrivaient du côté de la place du 1<sup>er</sup>-Mai et de Bab El Oued. Les manifestants étaient nombreux à porter ou à s'envelopper du drapeau national. Mais pas que ! Suite aux appels lancés sur les réseaux sociaux pour le respect des mesures de prévention et de protection contre le coronavirus, de nombreux marcheurs ont tenu à se conformer aux consignes sanitaires. La marche d'hier a vu la participation de citoyens de tous les âges. Les manifestations n'ont pas dérogé à la règle de Silmia et la marche s'est déroulée dans le calme. Tôt dans la matinée, la circulation automobile a été ralentie par un barrage sécuritaire à l'entrée de la capitale. Comme durant les précédentes marches, avant le début de l'épidémie du Covid-19, le tunnel des facultés a été fermé et un hélicoptère mobilisé. Cette nouvelle marche du Hirak a commencé à se disperser vers les coups de 16 heures. Les marcheurs, animés par le désir de voir l'Algérie se développer et se transformer, étaient unanimes quant à la nécessité que le pays prenne son essor sur la voie du développement et que les vieux réflexes et les anciennes pratiques soient à tout jamais enterrés. D'où, d'ailleurs, la forte présence de jeunes, qui, à travers leurs chants et slogans, ont marqué les principales rues du centre d'Alger. Outre la capitale, des marches populaires se sont déroulées dans différentes wilayas du pays.

Massi Salami

## Deux premiers cas détectés en Algérie

# Alerte au variant britannique du Covid-19

■ Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, sans confirmer ni infirmer l'information, s'est contenté de dire que «le variant n'est pas une source d'inquiétude particulière» et que «nos experts sont à l'affût pour toute éventualité d'apparition d'un variant», faisant comprendre que ce risque n'est pas à écarter...

Par Meriem Benchaouia

**D**eux cas du variant britannique du coronavirus ont été détectés en Algérie, a annoncé, jeudi soir, l'Institut Pasteur d'Algérie dans un communiqué. «L'Institut Pasteur d'Algérie a détecté sur des PCR positives, datées du 19 février 2021, deux variants britanniques. Ils portent les mutations N501Y et D614G avec délétion des positions 69-79, qui sont des signatures génétiques de ce variant (détecté pour la première fois le 20 septembre 2020 dans la ville de Kent, en Grande-Bretagne)», a souligné l'Institut sur sa page Facebook. Il a précisé que «ces deux souches mutantes ont été détectées chez un membre du personnel de santé de l'EHS de Psychiatrie de Chéraga (isolé actuellement) et chez un immigré venant de France pour l'enterrement de son père». Interrogé par les journalistes, en marge de la conférence sur le variant du Covid-19 en Algérie, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, sans confirmer ni infirmer l'information, s'est seulement contenté de dire que «le variant n'est pas une source d'inquiétude particulière» et que «nos experts sont à l'affût pour toute éventualité d'apparition d'un variant», faisant comprendre que ce risque n'est pas à écarter et tout sera communiqué dans la transparence en cas d'enregistrement d'un variant. Selon l'Institut Pasteur, «des alertes ont eu lieu auparavant (notamment au CHU Beni Messous et récemment à l'EPH Zmirli) et dont les résultats de la recherche des quatre variants (de Grande-Bretagne, d'Afrique du Sud, du Brésil et du Japon) ont été négatifs (souche classique)». «Sur le plan épidémiologique, l'Algérie a enregistré ces dernières semaines une certaine stabilité du nombre de cas de contamination par le coronavirus Covid-19», a constaté l'Institut,

qui a rappelé que «la grande attention portée aux mesures de distanciation sociale et le port de masque de protection dans le cadre du protocole sanitaire sont les meilleurs garants du maintien de la stabilité enregistrée actuellement». En outre, le ministre de la Santé a souligné l'importance de la solidarité entre les pays dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et ses conséquences socio-économiques. «Arriver tous ensemble et en conjuguant nos efforts à enrayer les méfaits du Covid-19 et freiner donc cette catastrophe sanitaire dont souffre l'humanité entière, serait de notre point de vue un formidable moment de solidarité internationale et un indéniable sursaut collectif de l'humanité», a indiqué M. Benbouzid lors d'une conférence internationale sur le projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie». Il a, à ce propos, ajouté que «ce noble objectif passe également par un équitable accès des peuples et des nations aux progrès de la science, matérialisé présentement par les différentes formes de vaccination», relevant, à cet égard, «des difficultés que rencontrent les pays aux revenus intermédiaires, ou faibles, dans leur volonté d'accéder à l'acquisition des vaccins». Il a exprimé, dans ce sens, son souhait de «faire du vaccin contre le Covid-19 un bien public mondial répondant à quatre principes-clés», à savoir «le partage des données et des résultats de la recherche, la garantie d'un accès équitable pour tous, la garantie d'une production rapide et en masse et la garantie d'un prix juste». Après avoir évoqué les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie, le ministre a indiqué que cette crise sanitaire a «affecté plus de 112 millions d'êtres humains à travers le monde et causé près de 2,5 millions de décès», rappelant qu'en Algérie, «le Covid-19 a affecté depuis l'apparition du



Ph/D. R.

premier cas à ce jour, 112 461 personnes et en a tué 2 970».

### Ce que l'on sait du variant britannique

Observé pour la première fois en septembre 2020 dans la région du Kent, dans le sud-est de l'Angleterre, le variant VoC 202012/01 (Variant of Concern, year 2020, month 12, variant 01) du coronavirus est à l'origine d'une flambée de cas en Europe, en raison d'une contagiosité accrue. Si la preuve définitive d'une plus grande transmissibilité de ce nouveau variant n'a pas encore été faite, de nombreux indices convergent vers cette hypothèse. Les travaux prélimi-

naires conduits par une équipe de la London School of Hygiene and Tropical Medicine ont conclu que cette déclinaison du virus était envahissante de 50 % à 74 % plus contagieuse (valeur médiane : 56%) que la majorité des SARS-CoV-2 en circulation depuis le début de la pandémie. Une mutation repérée sur la protéine de spike du virus (N501Y) augmenterait nettement l'affinité, donc la liaison chimique, entre le virus et les cellules humaines qu'il peut pénétrer, ce qui favoriserait l'infection. De nouvelles études devraient bientôt être produites pour déterminer si cette nouvelle version du virus est plus mortelle.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

### Virus : 183 nouveaux cas et 4 décès

**L'ALGÉRIE** a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (3), portant à 2 977 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle remontée, avec 183 cas, soit 22 cas de plus par rapport au bilan d'hier (161), pour atteindre, au total, 112 805 cas confirmés.

R. N.

## Mise en place d'un dispositif de suivi à distance

# Notable hausse des cas psychologiquement affectés par le Covid-19

**L**a pandémie de coronavirus n'a pas seulement des effets physiques, elle pèse sur la santé mentale des Algériens qui ont peur de la maladie et de la mort, peur de perdre leur emploi, voient leurs proches aller mal, ce qui entraîne de l'anxiété, des dépressions et du stress. Partout dans le monde, des notes évoquent une psychopandémie qui suivra cette crise sanitaire, avec une détérioration de la santé mentale de la population et l'Algérie n'y échappera. A cet effet, un dispositif national de suivi de l'impact psychologique du coronavirus sur la population a été mis en place, dès l'apparition de la pandémie, a assuré le P Mohamed Chakali, sous-directeur de la promotion de la santé mentale au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. «Nous avons mis en place, dès mars 2020, un dispositif de

recensement et de mobilisation des ressources humaines, dans les établissements hospitaliers publics, afin d'assurer le suivi à distance des victimes», a-t-il déclaré. Tout en soulignant que les 48 directions de la santé et de la population (DSP) ont été saisies à cet effet, il a précisé l'existence de plus de 1 000 psychiatres et de quelque 1 200 psychologues activant dans le système de santé publique, en sus de ceux exerçant dans le secteur privé et d'autres départements. «Notre mission est d'organiser tout ce dispositif qui est en construction. L'objectif étant la mise en place d'un système d'informations et d'alerte sur les cas de détresse mentale répertoriés dans chaque wilaya», a-t-il poursuivi, indiquant «ne pas avoir, pour le moment, le canevas des cas directement impactés par le Covid-19», ce dernier ayant été

«grandement chamboulé par l'urgence de la pandémie». Le dispositif en question a ciblé les malades, leurs familles ainsi que les professionnels de santé en priorité, puis le reste de la population «toute concernée par la question», a-t-il encore détaillé, considérant que «nul n'est à l'abri, même si la résilience diffère d'une personne à une autre». Tout en relevant une «hausse remarquable» des cas psychologiquement affectés par le coronavirus, il a cité des facteurs en cause comme l'isolement, les deuils, les pertes d'emploi, la crainte de la mort, l'addiction aux écrans, les troubles du sommeil et du comportement, les violences, les conflits intrafamiliaux, etc. Évoquant l'intervention des spécialistes de la santé mentale pour l'accueil psychologique des victimes de la crise actuelle, il a cité

le cas du CHU Drid-Hocine (Alger) dont les pédopsychiatres ont organisé «des plateformes virtuelles de suivi et d'écoute au profit d'enfants, préalablement pris en charge par cette structure, l'enjeu étant de ne pas interrompre les consultations en raison du Covid-19». «Il fallait également s'occuper rapidement des personnes atteintes de troubles mentaux, car nous avions la crainte que ces patients constituent des clusters de l'épidémie qui seraient difficiles à éradiquer tant leur prise en charge est très compliquée, comme cela est arrivé dans d'autres pays», a-t-il ajouté. Et de se féliciter du nombre «limité» des contaminations parmi ces patients, faisant savoir que la tutelle a, néanmoins et à titre préventif, instruit la direction du CHU Frantz-Fanon de Blida de «réduire» ses activités.

Meriem Benchaouia

Financement des projets dans les énergies renouvelables

# Gouvernement et organisations patronales appelés à s'impliquer davantage

La question du financement et de la «bancabilité» des projets dans les énergies renouvelables a été posée lors d'une rencontre en ligne organisée par le club Energia qui a annoncé la reprise de ses activités.

Par Thinhinene Khouchi

«La bancabilité des projets et l'émergence d'un système de financement adéquat sont le préalable au succès de la transition énergétique et du déploiement des énergies renouvelables», a indiqué avant-hier, l'expert en ENR, Mouloud Bakli, dressant un tableau très clair sur cette question lors d'une rencontre en ligne organisée par le club Energia, dans le cadre de la reprise de ses activités. L'expert est longuement revenu sur les voies de financement des énergies renouvelables, indiquant qu'«il est impératif de développer une élite de la structuration et l'ingénierie financière. Les ENR c'est 95 % de compétences dans le financement. La compétence technologie est très minoritaire, c'est une commodité. Sans maîtrise de ce volet critique, il n'y aura pas de bancabilité et donc pas d'énergies renouvelables». Il a expliqué que les projets dans «les énergies renouvelables sont à 80 % et une affaire de montage financier adéquat et agile». Il a ensuite souligné qu'il existe des compétences nationales locales et dans la diaspora qui sont à même d'apporter cette expertise nécessaire au décollage des énergies renouvelables dans notre pays, particulièrement le solaire photovoltaïque et l'éolien. De son côté, intervenant lors de cette rencontre, Boukhalfa Yaïci, directeur général du cluster



énergie solaire, a mis l'accent sur le tissu industriel local et sur la contribution du cluster dans l'émergence d'un écosystème favorable au développement des énergies renouvelables. Les intervenants qui ont participé à cette rencontre, à savoir, Thomas Chalumeau de la société financière internationale (groupe banque mondiale, Abdelkrim Dziri, CEO de la JvAlgéro-Espagnole Nerta Solar et Karim Megherbi (Epda), ont abondé dans le même sens. Cette rencontre qui a vu la participation de plusieurs institutions et entreprises du secteur comme le Cerefe, La Creg, le Pnud, Sonelgaz, Milltech, SPS, Group Zergouni, Nerta Solar Algérie, Cobra, PV Magazine, a été clôturée par l'intervention de Nora

Guemar de l'entreprise Engie qui a abordé les dernières tendances mondiales de modèles énergétiques durables qui sont annoncées comme en totale rupture avec notre modèle énergétique actuel. Elle a parlé de «Green H2», Power-to-X, CCU (carbon capture usage), e-mobility, stockage... Pour rappel, le Club Energia, de par cette rencontre en light, a annoncé la reprise de ses activités. Le club se présente d'abord comme un think tank porteur d'études et de solutions dans le domaine des énergies renouvelables, ouvert aux opérateurs économiques, aux spécialistes et aux universitaires désireux de s'impliquer dans la dynamique engagée par les décideurs du pays et répondant aux exigences du terrain à

court et moyen terme. Il s'inscrit en droite ligne avec le plan d'action du gouvernement qui prévoit un programme de développement des capacités énergétiques de 15 000 MW à l'horizon 2035, dont 4 000 MW seront mis en œuvre au plus tard en 2024. Dans ce contexte le club Energia aspire à donner au programme national des ENR, 3 dimensions essentielles : visibilité, crédibilité, attractivité. Les membres du club ont sollicité, lors de cette rencontre, les organisations patronales et l'Etat algérien afin d'unir leurs voix pour la concrétisation de cette démarche qui a déjà permis le lancement de projets en direction des pays d'Afrique comme le Cameroun.

T. K.

## Stress hydrique

# Le spectre de la pénurie d'eau refait surface

L'Algérie est confrontée à un réel stress hydrique dû à la rareté de la pluviométrie. Un phénomène menaçant qui ne laisse pas indifférents les pouvoirs publics. C'est pour anticiper les effets néfastes d'une telle menace que le premier responsable du secteur insiste sur l'adaptation d'une approche scientifique de gestion pour préserver les ressources en eau.

La menace d'un déficit dans l'approvisionnement en eau potable persiste encore, en raison d'une faible pluviométrie qu'a connue le pays, depuis l'année passée. Cela se manifeste particulièrement par des barrages qui enregistrent des taux de remplissage très bas et des rivières asséchées. Malgré les pluies enregistrées durant la saison hivernale en cours, ayant permis de relever un peu les quantités d'eau stockées, la pénurie en eau semble devenir une perspective inquiétante pour l'Algérie et les besoins en eau potable de la population ne cessent

de grandir. La problématique de l'eau est une préoccupation majeure, d'où l'utilité pour les autorités de prévoir des solutions à long terme pour une distribution équitable de l'eau du robinet. Pour couvrir les besoins de la population en eau potable, le nouveau ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, a mis en avant la nécessité d'adopter une nouvelle approche scientifique de gestion, fondée sur le savoir et l'innovation, et de chercher des voies de préservation des ressources en eau et d'adaptation aux changements climatiques. S'exprimant à l'occasion d'une visite au siège de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire), le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la coordination entre l'Agence, les universités et les instituts, en vue de développer et de réaliser des projets de gestion des ressources en eau et de renforcer les compétences académiques

en la matière. Il a, en outre, souligné le rôle des cadres du secteur dans la réalisation de cet objectif à travers le lancement des initiatives et le renforcement de la coordination, de la concertation et de la participation à la prise de décisions liées aux différents programmes prévus, afin de promouvoir et assurer une gestion complémentaire et durable des ressources en eau.

Mihoubi a enfin mis en avant le rôle de l'Agire dans la sensibilisation des citoyens quant à l'importance de rationaliser l'utilisation de cette ressource stratégique et de se diriger vers le changement de comportements.

Bien que l'Algérie ait énormément investi pour préserver cette ressource précieuse et assurer l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population, il n'en demeure pas moins que les besoins grandissants font que les autorités doivent anticiper sur les crises à venir.

En plus de l'urgence de mettre fin au gaspillage de l'eau,

l'Algérie doit mettre le cap sur des solutions durables. Beaucoup de pistes sont déjà explorées dans ce sens. Le recours à l'eau de mer est devenu une urgence. Cette solution se révèle à long terme comme étant le choix le plus stratégique au développement durable du pays. Ainsi, le dessalement se présente comme une solution efficace face au sérieux problème de pénuries d'eau, d'autant plus que 90 % des citoyens vivent près et le long de la bande littorale et des activités économiques se trouvent le long des 1 200 km de côtes. Ainsi, ce procédé est en mesure d'alimenter en eau potable des villes et localités du littoral.

En plus des quatre projets actuellement en chantier et 11 autres opérationnels, un avis d'appel d'offres pour la réalisation de trois stations de dessalement de l'eau de mer a été lancé par l'ancien ministre du secteur. Ainsi, la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer

## Quelle politique syrienne pour la nouvelle administration américaine ?

Suite de la page une

Cette déclaration semble dire que les Américains ne s'opposeraient pas à ce que l'armée syrienne reprenne le contrôle de ces gisements. Pour l'heure ce n'est là cependant qu'une interprétation parmi d'autres. Les Kurdes pourraient eux aussi voir une espèce de feu vert donné par les Américains pour qu'ils assument ce même contrôle dont eux-mêmes ne veulent plus. L'autre action, ce sont les raids aériens effectués, il y a deux jours, près de la frontière irakienne ciblant des forces pro-iraniennes, en représailles à des attaques à l'obus sur une base américaine au Kurdistan irakien. Jusque-là des attaques aériennes contre des positions iraniennes ou pro-iraniennes étaient une spécialité israélienne. Serait-ce que les Américains s'y mettent à leur tour ? Rien ne permet encore de l'affirmer. Les raids américains en Syrie ne sont pas en effet liés à la scène syrienne, mais à ce qui se passe en Irak. Attaqués en Irak, les Américains ont répliqué en Syrie, qui plus est à la frontière entre les deux pays, comme pour indiquer que leur champ d'intervention n'englobe pas ce pays dans sa profondeur. Il n'est même pas évident que ce sont à des forces pro-iraniennes qu'ils s'en sont pris à cette occasion. Ils ont pu rendre la monnaie de leur pièce à des forces qu'ils tiennent directement responsables des tirs sur une de leurs positions en Irak. Dans cette hypothèse, leurs raids aériens ne sont pas une déclaration de guerre aux forces pro-iraniennes déployées en Syrie. Ils ne devraient pas donc se répéter. S'il s'en produit d'autres, ce sera contre une autre cible. Moralité : ils ne disent rien de la politique syrienne de la nouvelle administration américaine, le sujet qui nous intéresse ici. La décision prise de ne plus protéger les gisements pétroliers n'est pas éclairante non plus. La seule chose qu'elle-même dise clairement, c'est qu'il n'entre pas dans l'intention du nouveau pouvoir américain d'exploiter ces champs pétroliers, un projet que son prédécesseur semblait avoir conçu, soit pour des considérations de pur profit, soit dans le but d'ajouter à la crise syrienne. M. H.

permettra non seulement de satisfaire les besoins de la population mais aussi de libérer d'importantes quantités d'eau des barrages pour les besoins de l'irrigation. L'autre procédé utilisé est la réutilisation des eaux usées épurées afin de subvenir aux besoins du secteur agricole. L'épuration constitue un moyen efficace pour préserver les ressources en eau.

Louisa Ait Ramdane

## Internet fixe

# Boumzar : l'Algérie va passer à des débits minimums supérieurs

■ L'augmentation du débit internet fixe minimum de 2 à 4 Mégabits/seconde (Mbps) en Algérie n'est que le début d'un programme d'amélioration de la connexion internet visant à aller vers des débits minimums supérieurs, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar.

Par Younès H.

L'Algérie s'est engagée à améliorer davantage la connexion internet et a décidé d'augmenter le débit minimum de 2 à 4 Mbps pour près de 2 millions de foyers, mais ce débit (4 Mbps) «reste insuffisant», a expliqué M. Boumzar à l'APS.

«Cette augmentation du débit minimum n'est qu'un début et nous allons passer à des débits supérieurs», a-t-il promis, en marge d'une rencontre au siège

du ministère. Pour rappel, Algérie Télécom a annoncé mercredi dernier avoir lancé des essais techniques en vue de permettre à 2 millions d'abonnés de doubler le débit de la connexion Internet. Le ministre a, dans ce sens, fait savoir que «ces tests techniques, effectués ces derniers jours sur le territoire national, sont concluants».

Sur un autre plan, M. Boumzar a indiqué qu'«Algérie Télécom va valider des offres relatives aux différents autres débits auprès de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (Arpce), afin d'encourager les



abonnés à migrer vers des débits plus importants».

M. Boumzar avait déclaré, en janvier dernier à l'APS, que le

débit internet minimum sera augmenté en Algérie, l'objectif à court terme étant d'arriver à un débit de 4 à 8 mégas, permettant

ainsi un accès aisé à la vidéo haute définition et autres contenus à valeur ajoutée.

Y. H.

## Habitat

### Fayçal Zitouni nommé directeur général en charge de la gestion des services de l'AADL

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a nommé, jeudi, Fayçal Zitouni directeur général en charge de la gestion des services de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), indique un communiqué du ministère.

Fayçal Zitouni est un cadre de l'AADL et un homme de terrain qui a occupé plusieurs postes au sein de l'Agence, dont chef de projet, directeur des projets, directeur régional dans la wilaya de Constantine, directeur régional à Alger-Est et directeur général adjoint en charge de la gestion des projets, précise un autre communiqué de l'Agence.

En tant que directeur général adjoint, il a effectué plusieurs sorties sur le terrain à travers des projets AADL dans différentes wilayas du pays et organisé des rencontres périodiques avec les cadres, les directeurs régionaux, les directeurs et les chefs de projets AADL, ainsi qu'avec les représentants des souscripteurs AADL, selon la même source.

L'expérience acquise par M. Zitouni sur le terrain lui a valu d'être nommé par le ministre pour assurer la gestion des services de l'AADL et accélérer la cadence des travaux des projets de l'Agence dans les différentes wilayas.

La nomination de Fayçal Zitouni intervient suite au récent remaniement ministériel dans le cadre duquel M. Tarek Belaribi, ex-directeur général de l'AADL, a été nommé ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Malik N.

## Tizi Ouzou

### Plus de 450 km de fibre optique posés en 2020

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom à Tizi Ouzou a indiqué, jeudi dans un communiqué, que durant l'année 2020 et jusqu'en ce début 2021 pas moins de 452 km de fibre optique ont été posés à travers les différentes localités de la wilaya. Ces opérations de pose de la fibre optique a permis le raccordement de plus de 38 nouvelles localités. Cela portera ainsi, selon la même source, à un total de 2 292 kilomètres de fibre optique réalisés. Afin de désenclaver des zones d'ombre de la wilaya, Algérie Télécom de Tizi Ouzou a mis en service 24 stations de

quatrième génération (4G LTE), avec une capacité totale de 16 080 accès au profit de différents villages, tels que Boumenour, Ighil Bouchene, Ighil Mouhou et Tizi Tghidet, a précisé la même source. Les zones urbaines et suburbaines ont été dotées de 48 équipements de type FTTC. Le programme de développement et de modernisation d'Algérie Télécom de Tizi Ouzou se poursuivra pour couvrir d'autres localités avec le déploiement de 25 autres FTTC incessamment, toujours selon le bilan fourni par la même direction. Ces équipements, d'une capacité totale de

26 460 accès, permettront ainsi la couverture d'un nombre très important de foyers en internet à haut débit. Dans le volet de lutte contre les désagréments de ses clients, notamment les dérangements répétitifs, Algérie Télécom de Tizi Ouzou a fait état de 55 actions de travaux neufs effectués récemment pour une consistance de 9 870 s'étalant sur l'ensemble des segments du réseau de la boucle locale. Dix actions ont été lancées dans le cadre de l'assainissement réseaux avec le remplacement de pas moins de 4 300 paires afin de redonner une fiabilité absolue des réseaux, tout en

réduisant sensiblement le taux de dérangement. Ces actions ont permis de satisfaire plus de 15 310 foyers en accès internet, le raccordement de 140 bureaux de poste en réseau informatique et le raccordement de la totalité des communes en fibre optique. Il ressort de ce bilan, qu'une extension sensible de la bande passante vers Alger qui passe de 120 Gbit/s à 520 Gbit/s, soit quatre longueurs d'onde à 100 Gbits supplémentaires a été réalisée durant la période de référence pour «garantir une meilleure fluidité dans l'acheminement du trafic et éviter toute congestion du réseau». Hamid Messir

## Enseignement supérieur

### Valorisation de 20 produits de recherche scientifique dans le secteur économique

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fait état de la valorisation de 20 produits de recherche scientifique dans le secteur économique en 2020, dont 4 prototypes technologiques exploités par le ministère de l'Industrie, selon le bilan annuel du ministère. Cette valorisation entre dans le cadre de «la mise en œuvre de la démarche de renforcement de la relation de l'Université avec son environnement socio-économique au service de l'économie nationale», selon le bilan publié sur le site Web du ministère.

Le bilan fait également état de l'enregistrement de 28 brevets d'invention déposés auprès de l'Institut national algérien de propriété industrielle (Inapi), de la création de 23 laboratoires d'excellence (Tamayouz) dans les établissements universitaires et de l'accréditation de 11 laboratoires de recherche au niveau de certaines universités en matière

de biotechnologie pour le dépistage rapide du Covid-19.

Selon la même source, 2020 a également été marquée par l'installation de 17 équipes de recherche mixtes entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et les entreprises économiques, portant ainsi leur nombre à 31 équipes mixtes, ainsi que par la signature de 13 conventions de partenariat avec des instances et des secteurs d'activité pour l'opérationnalisation de la recherche scientifique et la mise à niveau des offres de formation, notamment dans le cycle du Doctorat. Pour s'adapter aux progrès en cours dans les différents domaines scientifiques, le ministère s'attelle à la mise à jour de la cartographie de la formation universitaire, avec 65 nouvelles offres de formation en Licence, 95 en Master et 775 en Doctorat, et la relance des cursus de formation dans les études d'ingénieur au niveau de quatre universi-

tés. Concernant le parachèvement du processus de renforcement de la numérisation du secteur et la lutte contre les défis liés à la pandémie de Covid-19, des dizaines de plateformes numériques ont été créées, outre l'enregistrement de 800 cours du premier semestre destinés aux étudiants inscrits en première année Licence dans le cadre de l'application de l'enseignement à distance. Sur le plan pédagogique, 1 735 maîtres assistants ont été recrutés et près de 4 500 maîtres de conférences classe B ont été promus au grade de maître de conférences classe A, et 16 339 maîtres assistants classe A ont été promus au grade de Professeur. Concernant les structures universitaires, quatre centres universitaires ont été promus au rang d'universités à Relizane, Aïn Témouchent, Tissemsilt et Tamanrasset durant l'année 2020 qui a été marquée également par la création de trois nouvelles écoles supérieures des

Sciences, des technologies de l'information et de la numérisation à Bejaïa et des Energies renouvelables, de l'environnement et du développement durable à Batna et des Forêts à Khenchela. S'agissant des œuvres universitaires, le ministère a consacré 2 444 bus qui ont assuré le transport de quelque 71 300 étudiants entre les wilayas et pris en charge le déplacement des étudiants du Sud par voie aérienne vers les établissements universitaires du nord, dont ont bénéficié 3 260 étudiants. Par ailleurs, quatre établissements d'enseignement supérieur privés ont été agréés, portant ainsi leur nombre global à 18 établissements. Pour ce qui est de la coopération internationale, l'année écoulée a été marquée par la signature de 131 conventions de coopération avec plus de 60 pays, portant leur nombre global à 805 conventions.

Ali Y.

Boukadoum

# Des mesures pour promouvoir la diplomatie économique

■ Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a fait état, jeudi à Alger, d'une série de mesures visant à contribuer concrètement à la promotion de la diplomatie économique, dont notamment la mise en place d'un réseau interactif des chargés d'affaires économiques et commerciales auprès de nos missions diplomatiques et consulaires à travers le monde.



P.N.D. R.

Par Salem K.

« Ces mesures, susceptibles de renforcer la diplomatie économique, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, présidée en août dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait souligné alors l'impératif d'œuvrer à l'édification d'une économie nationale diversifiée à même de renforcer notre sécurité alimentaire et immuniser notre Nation contre la dépendance excessive au secteur des hydrocarbures », a précisé M. Boukadoum lors d'une rencontre sur la promotion de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères.

Il a indiqué, dans ce sens,

que la réalisation de cet objectif implique « l'adaptation du dispositif diplomatique pour lui permettre de contribuer concrètement à l'aboutissement du Plan de relance économique tracé », annonçant « la mise en application d'une série de propositions issues du groupe de travail, mis sur pied en octobre 2020 ».

Ces propositions portent sur « la création d'un réseau interactif pour les chargés d'affaires économiques et commerciales auprès de nos missions diplomatiques et consulaires à travers le monde, l'ouverture d'un bureau d'information au niveau du ministère des Affaires étrangères pour l'accueil des opérateurs et exportateurs algériens et le renforcement de la Direction de promotion et de soutien des échanges économiques, en tant que structure centrale et axiale de la diplomatie économique ».

En outre, le ministre a cité la création d'un portail de la diplo-

matie économique sur le site électronique du ministère et le lancement d'un programme de formation sur la diplomatie économique au profit des diplomates concernés par le mouvement annuel, ajoutant que cette formation doit s'étendre, à l'avenir, à l'ensemble des diplomates.

« Les chefs des représentations diplomatiques et consulaires ont été appelés à intensifier les efforts et à élaborer des rapports périodiques sur les dispositifs en place dans les pays d'accréditation, en vue de promouvoir les produits nationaux et attirer les investissements étrangers », a souligné le chef de la diplomatie, précisant que l'objectif étant de « permettre à l'administration centrale de suivre et évaluer leur performance dans ce domaine ».

A cette occasion, M. Boukadoum a affirmé que ces mesures visent essentiellement

à « œuvrer de concert et en coordination avec les organes et instances de l'Etat chargées de tous les volets (financier, commercial, transport, logistique, législation et autres) afin de contribuer à la réalisation des objectifs tracés par le président de la République ». Il s'agit, également, de rester à l'écoute et au service des opérateurs économiques en matière d'information, de soutien et d'accompagnement, a-t-il poursuivi.

Après avoir relevé que l'appareil diplomatique était l'un des maillons de la chaîne des intervenants, M. Boukadoum a fait observer que cette chaîne commence par l'agriculteur, l'artisan, le producteur et l'industriel, en passant par les instances législatives, les ministères de tutelle, les organes d'appui, les banques, les organisations patronales, les services de logistique, les douanes et autres. Partant, a-t-il estimé, « cette mission, collective, exige la coordination, l'efficacité et l'engagement de résultat de tout un chacun pour gagner la bataille de l'édification d'une économie forte, diversifiée et intégrée dans l'économie mondiale ».

Et d'ajouter : « Une telle démarche ne saurait aboutir sans la finalisation des mesures inhérentes, en particulier le développement du réseau bancaire, à travers l'ouverture d'agences en Europe et en Afrique, l'augmentation des offres de fret aérien et maritime et de transport terrestre pour la région sahélo-saharienne et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que l'ouverture de nouveaux points frontaliers avec nos voisins pour développer le commerce bilatéral ».

M. Boukadoum a évoqué, à ce propos, l'organisation de foires et salons du produit national dans les Etats de la région et de journées d'information en Europe, en Asie et en Amérique, sur les potentialités du marché algérien et les opportunités d'investissement, outre l'envoi de missions commerciales dans les marchés ciblés en vue d'ac-

croître le volume des exportations hors hydrocarbures et renforcer nos recettes en devises.

Pour ce faire, le chef de la diplomatie algérienne a appelé tout un chacun à contribuer à cet effort collectif pour stimuler la croissance économique et construire une économie nationale forte fondée sur l'exploitation optimale des nombreux atouts de l'Algérie.

Ont pris part à cette rencontre plusieurs membres du gouvernement ainsi que du président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Reda Tir, du gouverneur de la Banque d'Algérie et des représentants d'organes nationaux, d'entreprises et d'organisations patronales.

S. K.

## Chicago Le blé se replie au lendemain de sommets

LE COURS du principal contrat de blé coté à Chicago a reculé jeudi après avoir atteint la veille des niveaux plus vus en six ans et après des ventes hebdomadaires à l'étranger décevantes. Le soja et le maïs ont aussi reculé.

Selon des chiffres diffusés par le ministère américain de l'Agriculture (USDA), 167 000 tonnes de blé ont été vendues entre le 12 et le 18 février pour la campagne en cours.

C'est moins que les attentes du marché et 58 % inférieur aux volumes de la semaine précédente.

Les ventes de maïs (453 300 tonnes) et de soja (167 900 tonnes) pour l'exercice 2020/2021 se sont également établies en-dessous des anticipations du marché.

« Les prix céréaliers sont retombés dans le rouge jeudi après une série de mouvements techniques de vente et de prises de profits, alors que les courtiers ont digéré de piètres données sur les ventes à l'exportation diffusées ce matin par l'USDA », résume Ben Potter de Farm Futures Daily.

Le blé soisseu de blé (environ 27 kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 6,7575 dollars contre 6,8550 dollars mercredi, en repli de 1,42 %.

Le blé soisseu de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai a fini à 5,4975 dollars contre 5,5700 dollars la veille, baissant de 1,30 %.

Le blé soisseu de soja (environ 27 kg) pour livraison en mai a terminé à 14,0750 dollars contre 14,2575 dollars, en recul de 1,28 %.

H. N.

## Marchés/Bourse

### Les marchés mondiaux intimidés par des taux d'intérêt conquérants

Les marchés européens ont reculé jeudi et Wall Street a sombré, les investisseurs s'inquiétant de la forte poussée des taux d'emprunt sur le marché obligataire.

Sur la place new-yorkaise, le Nasdaq a chuté de 3,52 %, sa plus forte baisse depuis octobre. Le Dow Jones a lâché 1,76 % et le S&P 500 est tombé de 2,49 %. A la clôture européenne, Paris a perdu 0,24 %, Francfort 0,69 %, Londres 0,11 % et Milan 0,15 %.

« Les taux d'intérêt en hausse ont agi comme un frein sur les marchés mondiaux », souligne Michael Hewson, analyste en chef pour CMC Markets UK.

La forte progression des taux d'emprunt sur la dette publique ce jeudi des deux côtés de l'Atlantique, un temps freinée la veille par des propos du président de la Banque centrale américaine, est venue réveiller les vieux démons inflationnistes. Le taux américain à 10 ans sur les bons du Trésor a

touché un pic en un an, s'installant même brièvement au-dessus du seuil des 1,60 % avant de se replier légèrement.

Alors que le taux à 10 ans français est repassé en territoire positif pour la première fois depuis juin 2020, le « Bund », le taux allemand de même échéance, référence en zone euro, cotait -0,22 %, proche de ses plus hauts depuis fin mars 2020. Au rang des indicateurs, le moral des consommateurs allemands devrait s'améliorer

en mars, selon le baromètre GfK publié jeudi. Outre-Atlantique, la révision du PIB pour le quatrième trimestre 2020 à la hausse, à +4,1 %, a suscité peu de mouvements sur les marchés.

Un peu plus tôt, la Bourse de Tokyo avait été portée par les performances de la Bourse de New York la veille, le Nikkei prenant 1,67 %. Hong Kong a gagné 1,20 % et Shanghai 0,59 %.

S. K.

«Egypte Int'l Art Fair»

# Quatre artistes algériens et étrangers au rendez-vous

■ Après sa participation à l'Intersect 21 de Chicago, la galerie d'art algérienne «Diwaniya Art Gallery» met la lumière sur la créativité de quatre artistes algériens et étrangers lors de la deuxième édition de la foire d'art du Caire (Egypte), «Egypte Int'l Art Fair». Ouverte hier en présence d'un public nombreux, cet événement sera clôturé demain en fin de journée, précisent les organisateurs sur leur page Facebook.

Ph/D.R.



Par Abla Selles

Algérie est représentée par les œuvres de la plasticienne Rachida Azdaou qui met en valeur l'art et la culture algériens dans toutes ses dimensions. La «Diwaniya Art Gallery»

a choisi aussi d'être présente lors de cet événement.

Les œuvres de ces artistes prennent part à cet événement aux côtés d'une centaine d'autres artistes arabes représentés par 17 galeries d'art égyptiennes, syriennes, jordaniennes ou encore émiraties. La galerie d'art algé-

rienne «Diwaniya Art Gallery» représente l'artiste Rachida Azdaou, diplômée des Ecoles des beaux-arts d'Alger, qui a d'abord travaillé dans l'enseignement à l'Ecole d'architecture. Primée plusieurs fois en Algérie, elle est également illustratrice et photographe et expose ses

œuvres en Espagne, en France, en Tunisie, en Italie ou encore au Canada. Elle a signé «Suite d'interrogations électriques» et «Mémoire 2» présentées en Espagne, en plus d'avoir participé à de nombreuses expositions collectives dont «Regards reconstruits» présentées à Alger

et à Bruxelles et «Artistes algériens, passerelles solaires». «Diwaniya Art Gallery» représente également l'artiste peintre libanaise Ghada Zoughby, le plasticien et universitaire soudanais, Rashid Diab, ainsi que l'artiste visuel et photographe égyptien Mohamed Ibrahim El Masry qui a connu un grand succès dans des pays d'Europe de l'Est et en Egypte. Fondée en septembre 2020 par le plasticien algérien Hamza Bounoua, «Diwaniya Art Gallery» ambitionne de «représenter l'art algérien et des artistes étrangers dans différents événements d'envergure» et d'offrir à ces derniers une vitrine professionnelle sur la scène artistique internationale. Cette galerie avait récemment participé à la version virtuelle de la foire d'art «Intersect 21» de Chicago (Etats-Unis) avec les œuvres de six artistes algériens et étrangers, dont Thilleli Rahmoune, Ali Boukhalifa, Mustapha Nedjai ou encore la Saoudienne Lulwah Al Homoud. «Egypte Int'l Art Fair» est la première foire internationale d'art organisée en Egypte avec l'objectif de placer la scène artistique des pays arabes dans une plateforme professionnelle visible et reconnue.

A. S.

## Production cinématographique

### Martin Scorsese et l'influence néfaste des algorithmes

Le réalisateur fait le deuil du cinéma qu'il estime remplacer par la logique de contenu. Dans un essai consacré à Fellini, l'un de ses maîtres, Martin Scorsese a cherché à expliquer la manière dont l'usage des algorithmes par les plateformes avait un effet dévastateur sur le septième art.

Pour le réalisateur, le problème se pose simplement. «Si votre prochain visionnage est suggéré par des algorithmes sur la base de ce que vous avez

déjà vu, et que les suggestions sont elles-mêmes uniquement fondées sur la notion de sujet ou de genre, alors qu'est-ce que cela fait pour l'art du cinéma ?», a-t-il questionné au cours de cette réflexion publiée par Harper's Magazine. En outre, pour le père de «Taxi Driver» et des «Affranchis», ce processus délétère a été rendu possible par le glissement sémantique d'un terme devenu roi sous l'ère numérique : celui de contenu. «Il n'y a pas plus de 15 ans de ça, le terme «contenu» était utilisé

quand les gens parlaient de cinéma de façon sérieuse, et il était utilisé en contraste et en opposition avec celui de «forme».

Et puis, graduellement, il a de plus en plus été utilisé par des gens qui ont pris le contrôle des médias qui, pour la plupart, ignoraient tout de l'histoire de cette forme d'art ou bien ne s'y intéressaient même pas assez pour penser qu'ils devraient la connaître», a ajouté le réalisateur de «The Irishman». En somme, le constat de Martin Scorsese est sans appel : l'indus-

trie du cinéma, désormais devenue «l'industrie du divertissement visuel de masse», perd toute force critique en cessant d'interroger la culture qui lui donne vie.

Et si le vétéran du 7<sup>e</sup> art semble bien conscient de marcher contre le sens du vent, la résistance demeure selon lui possible en préservant, valorisant et opposant ce qu'a été le cinéma face à ce qu'il n'est plus.

F. H.

## Rencontre nationale sur le dictionnaire toponymique

### Vers la création d'un dictionnaire numérique toponymique algérien

Le Haut Conseil de la langue arabe a lancé, à Alger, le projet de création d'un dictionnaire numérique toponymique algérien qui permettra «la présentation et l'identification des lieux en Algérie», avec une «meilleure compréhension de la profondeur historique et culturelle de leurs sémantiques», a déclaré le président du Conseil, Salah Belaid.

Salah Belaid a déclaré, depuis le siège de l'institution qu'il dirige, lors de l'ouverture des travaux de la première rencontre nationale sur le dictionnaire toponymique algérien, que

le but escompté à travers la création de ce repère numérique, réalisé en collaboration avec le Centre de recherches en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc), était «la mise en exergue de la manière dont les noms de lieux sont choisis» et la compréhension de leurs «différentes sémantiques», pour une «meilleure connaissance de l'histoire et du patrimoine immatériel de notre pays». Poursuivant dans son élan, le président du Conseil explique que ce dictionnaire, sur lequel travaille une équipe de chercheurs de plusieurs universités, était nécessaire pour com-

prendre l'«évolution de la société algérienne et ses particularités», au-delà de connaître les caractéristiques «culturelles, civilisationnelles et sociales» et distinguer ce qui est «local» de ce qui est «étranger» à la société algérienne. Lancé au début de l'année 2021, ce projet sera présenté en version papier et ultérieurement en «support numérique, sous forme d'une application et d'un site électronique», pour le voir finalisé «à la fin l'année», a expliqué la présidente de la rencontre et une des membres de ce projet, la chercheuse à l'université de Tlemcen, Fatima Louati.

La chercheuse à l'université de Tlemcen a précisé que le dictionnaire toponymique algérien, destiné aux personnes, aux ministères, aux différentes institutions, académiques et culturelles, ainsi qu'aux instituts de recherches allait «couvrir les 58 wilayas du pays».

De son côté, le directeur de l'unité de recherche sur la culture, la communication, la littérature, les langues et les arts du Crasc, Abdelkrim Hamou, a appelé à «unifier la terminologie et les caractères littéraires» lors de l'élaboration de ce dictionnaire qui doit être soumis aux

«normes internationales» pour lui donner un «aspect universel» et faciliter son «accès aux étrangers».

Organisée dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle, la première rencontre nationale sur le dictionnaire numérique toponymique algérien a été marquée par l'intervention de plusieurs chercheurs de différentes universités sur les appellations données à différents lieux d'Algérie, à l'instar de Blida, Tlemcen, Tamarrasset, Annaba ou encore Ghardaïa.

M. K.



## Birmanie

# Les fonctionnaires en tête du mouvement de désobéissance civile

■ Partout en Birmanie, les hôpitaux sont désertés, les administrations tournent au ralenti et les trains restent à quai.

Par Mourad M.

Malgré les risques pour leur vie ou pour leurs salaires, de nombreux fonctionnaires refusent de travailler pour la junte et ont rejoint le mouvement croissant de désobéissance civile qui a pour objectif d'affaiblir les généraux en paralysant la bureaucratie.

«Les militaires ont besoin de prouver qu'ils savent gérer un pays. Mais si nous... les fonctionnaires ne travaillons pas, leur plan de prise de pouvoir échouera», déclare à l'AFP Thida, une professeure d'université qui a demandé à rester anonyme.

Au cours des trois semaines qui ont suivi le coup d'État, Thida a refusé de donner ses cours en ligne. Elle s'est jointe à la grève nationale lancée par les personnels de santé, dont beaucoup se cachent désormais pour échapper à une arrestation.

Le secteur privé est lui aussi touché par les arrêts de travail dans les bureaux et dans les usines, et de nombreuses agences bancaires ne peuvent pas ouvrir.

Mais c'est le gonflement des rangs des fonctionnaires au sein de la protestation qui a particulièrement secoué la junte.

Sans eux, elle est incapable de collecter des impôts, d'envoyer des factures d'électricité ou d'organiser des tests Covid, tout simplement de faire fonctionner le pays.

Le spectre d'une crise financière se profile, en raison de la pandémie et de la baisse des investissements étrangers.

Difficile de savoir combien de fonctionnaires, sur le million que compte la Birmanie, est en grève.

Selon une enquête, 24 ministères seraient touchés, et le rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie estime lui que les trois quarts des fonctionnaires ont cessé le travail. Leur absence commence à faire mal au régime.

Près d'un tiers des hôpitaux du pays ne fonctionnent plus, a déclaré cette semaine l'auteur du coup d'État et chef de la junte, Min Aung Hlaing.

Critiquant le manque de professionnalisme des personnels

de santé et des enseignants, il a laissé entendre que les non-grévistes toucheraient une prime, selon des propos rapportés par les médias d'État mardi.

D'après un médecin à l'AFP, le manque de personnel a obligé son hôpital à refuser de nouveaux patients.

Et des équipes médicales spécialisées ont été formées pour fournir un traitement d'urgence aux manifestants touchés par des balles en caoutchouc ou réelles.

Selon les médias locaux, dans tout le pays, des employés de bureau, des cadres ou des chauffeurs routiers ont été licenciés en raison de leur participation au mouvement.

«L'armée n'avait pas prévu qu'une grande partie de la Fonction publique se retirerait et les laisserait sans appareil d'État», a déclaré à l'AFP un analyste qui a demandé à rester anonyme par peur de représailles.

«L'impact du mouvement ne dépend pas nécessairement de la participation de toute la bureaucratie, mais d'éléments clés paralysant la capacité de l'armée à collecter des revenus et à les distribuer à travers l'appareil d'État», analyse-t-il.

L'heure de vérité pour le Conseil d'administration de l'État (nom officiel de la junte, ndr) arrive ce week-end, jour de paie pour beaucoup de Birmans, notamment tous les fonctionnaires, le premier depuis le putsch.

La Banque économique de Birmanie (MEB), qui distribue les salaires et les pensions de la Fonction publique, a été entraî-



Ph. > D. R.

vée par des débrayages, mais les médias d'État ont affirmé que les compensations seraient versées contrairement aux «rumeurs sans fondement» qui ont circulé.

Signe de la fébrilité des généraux, ils ont multiplié les menaces à l'encontre des grévistes, leur promettant des poursuites judiciaires s'ils refusaient de reprendre le travail, et procédant à de nombreuses arrestations nocturnes parmi les participants au mouvement de désobéissance civile. Une hotline permet aussi de dénoncer les grévistes.

Min Ko Naing, un leader du soulèvement pro-démocratie de 1988, a exhorté les fonctionnaires à poursuivre leur grève, affirmant sur Facebook que leur rôle était crucial pour rétablir la démocratie.

Mais la stratégie a un coût personnel.

Thida, l'universitaire, ne s'attend pas à percevoir un salaire dans un avenir proche.

«J'ai fatigué quelques économies et je vais m'en servir», dit-elle.

Il est normal de «devoir faire des sacrifices pour combattre la junte».

Des groupes ont vu le jour pour aider les fonctionnaires à se nourrir et à se loger, tandis que des membres du gouvernement civil évincé se sont engagés à compenser la perte de salaire s'ils reprenaient le pouvoir, alimentant les espoirs de salariés comme Thida.

«Je ne crains pas du tout de perdre mon emploi car je pense que la démocratie sera rétablie».

M. M.



## Commentaire

### Rapport

Par Fouzia Mahmoudi

Parmi les mesures que devait mettre en branle la nouvelle administration Biden aux États-Unis se trouve un remaniement des relations avec le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, avec lequel Donald Trump entretenait au demeurant d'excellentes relations. Joe Biden, nouveau président américain, avait en effet annoncé qu'il ne souhaitait plus que le prince héritier soit l'interlocuteur principal dans les relations de la Maison-Blanche avec l'Arabie saoudite. D'ailleurs, le président démocrate s'est entretenu jeudi pour la première fois avec le roi saoudien Salmane, lors d'un coup de téléphone qui doit être suivi rapidement de la publication d'un rapport américain potentiellement explosif sur le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Le dirigeant américain a «souligné l'importance que les États-Unis placent dans les droits humains universels et dans l'État de droit». Le roi l'en a «remercié», selon l'agence de presse officielle saoudienne SPA, qui a aussi noté que Joe Biden s'était engagé à ce que Téhéran ne soit «jamais autorisé à posséder l'arme nucléaire». Le président américain, qui a rappelé le «partenariat de longue date» et «historique» entre les deux pays alliés, a aussi «souligné l'importance que les États-Unis placent dans les droits humains universels et dans l'État de droit», a déclaré la Maison-Blanche dans un communiqué. À cet égard, «il a relevé de manière positive la récente libération de plusieurs militants américano-saoudiens et de M<sup>me</sup> Loujain al-Hathloul», une militante féministe emprisonnée durant plusieurs années. Les deux dirigeants ont discuté des efforts américains pour mettre fin à la guerre au Yémen, où Joe Biden a stoppé le soutien de Washington à la coalition militaire dirigée par Ryad. «Le président a dit au roi Salmane qu'il œuvrerait pour rendre les relations bilatérales aussi fortes et transparentes que possible», a ajouté la Maison-Blanche. Le communiqué ne fait pas référence au rapport du renseignement américain sur Jamal Khashoggi, qui devrait mettre en cause le puissant prince héritier Mohammed ben Salmane, dit MBS, malgré les dénégations du royaume. Mais le gouvernement américain avait auparavant fait savoir qu'il serait dévoilé «très bientôt», après le coup de fil entre Joe Biden et le monarque. Un rapport qui risque de faire du tort à MBS qui a été durant quatre années l'interlocuteur de Donald Trump et qui se retrouve aujourd'hui mis sur la touche, compliquant les relations à venir avec le royaume saoudien qui est un allié indispensable de Washington dans la région.

F. M.

## États-Unis

### Trump attendu en maître des républicains pour son grand retour public

C'est reçu en «leader» incontesté par un public conquis d'ultra-conservateurs que Donald Trump prendra dimanche la parole pour la première fois depuis qu'il a quitté la Maison-Blanche. Mais depuis l'assaut meurtrier du Capitole, le parti républicain affiche des divisions béantes. Parmi les participants du CPAC, la grand-messe des conservateurs américains qui s'ouvre ce week-end, et à travers les États-Unis, une même question résonne : le milliardaire annoncera-t-il qu'il se présente à nouveau en 2024 ? Sans doute pas directement, ont indiqué les organisateurs, mais le tribun devrait bien flirter ouvertement avec cette idée, dimanche après-midi à Orlando, en Floride.

Pour son premier discours depuis le 20 janvier, l'ex-président parlera de «l'avenir du parti

républicain et du mouvement conservateur», a indiqué à l'AFP son entourage.

L'ancien président devrait aussi parler d'immigration et «des politiques désastreuses» de son successeur démocrate Joe Biden sur ce dossier, selon la même source.

Après quatre ans de mandat Trump, les républicains ont perdu le contrôle du Congrès et de la Maison-Blanche. Et c'est un ex-président marqué de la tache infamante d'une mise en accusation («impeachment») pour incitation à l'insurrection dans l'attaque du Capitole qui prendra la scène.

**Pourtant, sa popularité reste immense dans son camp**

Malgré les critiques cinglantes de certains grands noms

du parti, trois quarts des électeurs républicains disaient, à la mi-février, vouloir que le tempétueux républicain continue à jouer «un rôle de premier plan», selon un sondage Quinnipiac.

«Le président Trump est le leader du parti républicain», a résumé cette semaine l'un de ses grands alliés au Congrès, l'élu de la Chambre des républicains, Jim Jordan.

«Si nous parvenons à nous rassembler derrière le président Trump, nous gagnerons en 2022, lors des prochaines élections parlementaires», a renchéri un autre grand fidèle, le sénateur Lindsey Graham sur Fox News. «Si nous nous disputons, nous perdrons».

Les divisions sont pourtant déjà là, et s'exposent parfois spectaculairement comme entre les chefs républicains de la Chambre, cette semaine.

45<sup>e</sup> anniversaire de la RASD

# Le Cnasp appelle l'ONU à faire respecter le droit international

■ Le Cnasp a appelé l'ONU à «faire respecter le droit International pour appliquer la charte des Nations unies en matière de décolonisation (au Sahara occidental), pour honorer ses engagements d'organiser un référendum d'autodétermination au bénéfice du peuple sahraoui».



PH. &gt; D. R.

Par Mina H.

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnasp) a appelé, jeudi, les Nations unies à faire respecter le droit international au Sahara occidental, et dénoncé la poursuite de l'occupation marocaine et des violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés.

«Après la reprise des combats le 13 novembre 2020 entre l'armée sahraouie (APLS) et l'armée marocaine, suite à la violation du cessez-le feu par le Maroc, l'ONU, son secrétaire général et son Conseil de sécurité sont interpellés», a déclaré Said Ayachi, président du Cnasp, lors de son intervention au Forum latino-américain et caribéen de solidarité avec le peuple sahraoui, organisé par visioconférence par Caracas à l'occasion du 45<sup>e</sup> anniversaire de la création

de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le Cnasp a ainsi appelé l'ONU à «faire respecter le droit international pour appliquer la charte des Nations unies en matière de décolonisation (au Sahara occidental), pour honorer ses engagements d'organiser un référendum d'autodétermination au bénéfice du peuple sahraoui».

Il a, dans ce sens, exprimé la «déception» et la «frustration» des Sahraouis qui «se demandent aujourd'hui s'ils doivent encore garder leur confiance en l'ONU». Pourtant, a-t-il poursuivi, «le Conseil de sécurité reconnaît dans ses nombreuses résolutions le droit à l'autodétermination pour le peuple sahraoui. Mais aucune application concrète sur le terrain».

«Les violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental par le Maroc sont constatées, vérifiées et documentées. Mais

aucune sanction n'est prise contre le Maroc», a-t-il soutenu.

Face à ce blocage, «le SG de l'ONU doit rapidement désigner son envoyé personnel pour reprendre des négociations sérieuses entre le Front Polisario et le Maroc. Il faut que les voix qui sortiront de cette visioconférence soient entendues en Amérique latine, et partout dans le monde», a insisté Said Ayachi.

«Le Maroc a toujours entravé le travail des envoyés personnels du SG de l'ONU en faisant échouer les négociations. Cela fait maintenant 22 mois qu'on attend la désignation du remplaçant de Horst Kohler, qui a démissionné en mai 2019 pour des raisons de santé», a-t-il tenu à préciser lors de la visioconférence.

Le président du Cnasp a également appelé à «barrer la route aux colonisateurs marocains, aux néocolonialistes marocains, aux expansionnistes maro-

cains», et dénoncé «la complicité criminelle de la France et de l'Espagne avec le Maroc ainsi que les pratiques malsaines et intéressées de l'Union européenne (UE)».

Dans ce contexte, le Cnasp a regretté que les ressources naturelles sahraouies soient volées par le Maroc, et commercialisées, entre autres, dans l'UE et ce, malgré les jugements de la CJUE (Cour de justice européenne) favorables aux Sahraouis.

«L'UE ne respecte même pas sa propre justice et continue d'être le complice du Maroc pour perpétuer le pillage des ressources naturelles sahraouies», a-t-il déploré dans ce sens.

Pour le Cnasp, le Maroc bénéficie de l'assistance de l'entité sioniste colonisateur de la terre palestinienne, et qui «exporte au Maroc son expertise criminelle en matière de répression et d'occupation au Sahara occidental».

Et enfin, le Cnasp a réaffirmé que l'Algérie «soutient et accompagne le Front Polisario qui conduit le glorieux combat du courageux peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance».

## L'Aarad convaincue que la mobilisation des Sahraouis aboutira à l'indépendance

L'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarad-France), a salué, jeudi, la détermination du peuple sahraoui, l'assurant que sa «sagesse et mobilisation lui permettra de créer un rapport de force qui conduira vers une solution politique respectueuse du droit à la décolonisation et l'indépendance».

Dans un communiqué publié à l'occasion de la célébration du 45<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la RASD, le 27 février, l'Association a souligné que cette année est «particulière» puisque, dit-on, les Sahraouis «se sont levés avec courage pour reprendre la lutte armée suite à la rupture par le Maroc du cessez-

le-feu, vieux de 30 ans».

C'est aussi une mobilisation de tous en raison, explique l'association, de «l'impuissance des Nations unies à mettre en œuvre ses résolutions, en particulier après la démission de l'envoyé personnel Horst Kohler», cela a été de plus en plus ressenti, écrit l'Aarad, comme «un abandon et comme un statu quo favorable au Maroc».

«Cher Président Brahim Ghali, chers Sahraouis, nous sommes sûrs que votre détermination comme votre sagesse vous permettront de créer un rapport de force qui conduira vers une solution politique respectueuse du droit de la décolonisation, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un référendum d'autodétermination conduisant à votre indépendance», lit-on dans le même communiqué.

«Comme vous, nous nous souvenons parfaitement de cette date du 27 février 1976, le jour correspondant à la naissance de la RASD, d'où vient le nom de notre association. A vos côtés nous avons défendu en France et en Europe votre droit à l'autodétermination et comme au premier jour nous sommes restés solidaires et convaincus de votre indépendance», ajoute-t-on.

Enfin, l'association conclut : «Avec tous les Sahraouis, ceux qui sont sur le front, dans le territoire encore occupé de la RASD, les réfugiés et tous ceux et celles dispersés en Europe et en Afrique, nous fêtons votre République et proclamons vive l'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique».

Moncef Gh.

Covid-19/Maroc  
**386 nouveaux cas et 6 décès durant les dernières 24 heures**

UN TOTAL de 386 nouveaux cas d'infection au coronavirus et de 6 décès a été enregistré au Maroc pendant les dernières 24 heures, a indiqué, jeudi, le ministère de la Santé.

Les nouveaux chiffres dévoilés portent à 482 514 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé en mars dernier, tandis que le nombre des personnes rétablies est passé à 467 541, a précisé le ministère dans son bulletin quotidien sur la situation du Covid-19.

Le nombre des cas actifs s'élève à 6 375, alors que les cas sévères ou critiques sont au nombre de 453, dont 30 intubés.

Mahi B.

H. N.

## Libye

### Le nouveau gouvernement soumis au Parlement

Le Chef du gouvernement intérimaire en Libye, Abdelhamid Debeibah, a soumis, jeudi, la composante de son cabinet à la Chambre des représentants du peuple (Parlement), en vue de son approbation.

«Nous avons soumis aujourd'hui (jeudi) la composante du gouvernement d'union nationale ainsi que les critères de sélection de l'équipe gouvernementale à la présidence de la Chambre

des représentants du peuple (...) dans le respect du délai accordé par la feuille de route, à savoir avant le 26 février», a annoncé M. Debeibah lors d'une conférence de presse à Tripoli.

Abdelhamid Debeibah n'a pas précisé le nombre de portefeuilles ou les noms des ministres, qui seront dévoilés au Parlement lors du vote de confiance. Il a jusqu'au 19 mars pour obtenir la confiance du Parlement. En cas d'échec, les

accords politiques conclus à Genève en Suisse par le Forum de dialogue politique libyen (Fdpl), sous l'égide de l'ONU, lui permettent de soumettre son gouvernement au Fdpl pour approbation. La séance de vote de confiance aura lieu dans la ville de Syrte, au centre de la Libye. «Le Parlement de Tobrouk a réservé récemment un hôtel en ville et opté pour le complexe de Ouagadougou pour la tenue de ses séances», avait fait savoir,

dimanche, Mohamed al-Amil, responsable de la communication auprès du Conseil municipal de Syrte.

Le gouvernement intérimaire a, en outre, les missions de préparer les prochaines élections et de réunifier les institutions de l'Etat, la charge d'améliorer le quotidien des Libyens et d'œuvrer à l'évacuation des mercenaires et forces étrangères présents en Libye.





Stefano Pioli

### «Bennacer ne sera pas disponible cette semaine»

**STEFANO PIOLI**, l'entraîneur du Milan AC, a donné des nouvelles de l'international algérien, Ismael Bennacer, ce mercredi en conférence de presse. «Bennacer n'a pas fait de recharge. Ce n'est pas à cause de la récupération, il n'a pas la même force dans le muscle où il a été blessé. Pour cette raison, il doit

faire un travail individuel supplémentaire et il ne sera pas disponible cette semaine», a confié le coach milanais. Touché il y a quelques jours à Belgrade contre l'Etoile Rouge en Europa League, le meilleur joueur de la dernière Coupe d'Afrique des Nations n'a pas encore retrouvé le meilleur de sa forme.

Natation

### Conjuguer les efforts pour réussir la réouverture des piscines

Le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed Hakim Boughadou, a souligné, jeudi, que la réussite de la réouverture des piscines est tributaire d'une conjugaison d'efforts de l'ensemble des acteurs concernés, notamment les ligues de wilaya, les directions de la jeunesse et des sports (DJS) ainsi que les Offices des parcs omnisports de wilaya (OPOW). Le 18 février, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) avait en effet donné le feu vert aux clubs de natation concernés par les compétitions nationales et internationales pour la reprise des entraînements à partir du 21 février. A cet effet, le MJS a chargé les directeurs de la jeunesse et des sports dans les wilayas ainsi que la FAN de veiller au strict respect du protocole sanitaire anti-coronavirus.

Dans un entretien à l'APS, Boughadou s'est félicité de la décision du MJS de rouvrir les piscines après presque une année de fermeture pour cause de Covid-19, indiquant que la famille de la natation algérienne a accueilli la nouvelle avec «une grande satisfaction» et que son instance œuvrera, «de concert avec les parties concernées, à la

bonne application de cette décision». «La réouverture des bassins et la reprise des entraînements pour les clubs n'est pas chose aisée, car nécessitant une conjugaison d'efforts. Comme première mesure, nous avons instruit les ligues de wilaya de tenir des réunions avec leurs clubs affiliés afin de fixer le nombre des athlètes et clubs autorisés à reprendre les entraînements et élaborer le protocole sanitaire», a expliqué le président de la fédération. «Cette première opération précédera à la tenue d'une réunion tripartite (Ligue, DJS et OPOW) destinée à établir un programme d'utilisation des bassins par l'ensemble des catégories, de celle des benjamins jusqu'à celle des seniors», a précisé Boughadou, ajoutant que «la reprise des entraînements pour une saison 2020-2021 qui s'annonce courte, ne se fera qu'après un accord sur les missions de tout un chacun et sur les différentes mesures à prendre». Le Bureau fédéral (BF) de la FAN était le premier à avoir suspendu les compétitions sportives, début mars 2020, avant de déclarer définitivement la fin de la saison sportive 2019-2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

AG électorale de la FAA

### Boukais relève «plusieurs infractions» et dépose un recours

**LE CANDIDAT** malheureux à la présidence de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Farid Boukais, a relevé «plusieurs infractions» lors des travaux de l'Assemblée générale électorale (AGE) «bis», tenus mercredi à Alger et décidé jeudi de déposer un recours.

Dans une déclaration à l'APS, Boukais, qui avait remporté la première AGE tenue le 8 février avant son invalidation par la Commission nationale de suivi du renouvellement des instances sportives pour des «anomalies» et «irrégularités», a appelé à «l'ouverture d'une enquête approfondie afin que justice soit faite», assurant que son recours «tenait la route et a été fait dans les délais réglementaires».

«Compte tenu des différentes infractions relevées lors de l'AGE tenue mercredi, je demande l'application de la réglementation en vigueur comme mentionnée dans la correspondance du ministère de la Jeunesse et des Sports (N.857/D.G.S/2021 en date du 16 février 2021). Sinon, il y aurait deux poids deux mesures dans le traitement des

recours», a-t-il ajouté.

Dans sa lettre adressée à la commission de recours, dont l'APS détient une copie, Boukais relève plusieurs infractions, dont «l'autorisation des Ligues d'Aïn Témouchent, El Bayadh, Jijel et Boumerdès à prendre part aux travaux de l'AGE avec des procès-verbaux non visés par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS)».

Boukais a également fait savoir que son concurrent à la présidence, Yacine Louail, est «non élu au sein du club du GS Pétroliers, mais qu'il a été rajouté par la suite. Une information vérifiable sur le PV original de l'AGE du GSP déposé au niveau de la DJS/D'Alger».

Même cas de figure pour «le représentant du CSA CR Chéraga, qui n'est pas élu au sein de son club, selon le PV déposé à la DJSL».

La dernière infraction signalée par Boukais est «la défection du secrétaire général de la FAA dans le traitement des dossiers à temps et la disparition de certains documents des membres de l'Assemblée générale».

JS Kabylie

## Lavagne croit en les chances de son équipe en Coupe de la CAF

■ Le coach français de la JS Kabylie, Denis Lavagne, croit dur comme fer en les capacités de son équipe à aller très loin en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), après sa qualification en phase finale et au vu du tirage au sort qui l'a placée dans un groupe équilibré où toutes les équipes partent avec des chances égales.



Lavagne estime que le groupe est équilibré et abordable

Par Mahfoud M.

**E**n effet, dans une déclaration au média officiel du club, le coach de la JS Kabylie, Lavagne, a évoqué le tirage au sort de la phase de poules de la Coupe de la Confédération Africaine de football en le qualifiant d'abordable. «C'est un groupe abordable. On a le vainqueur de la saison précédente le RS Berkane, Coton Sport et l'équipe zambienne de Napsa Stars. Je ne connais pas trop cette dernière. Coton Sport je connais bien même si ce n'est plus l'équipe que j'ai entraînée à l'époque.

Cela fait 10 ans que je suis parti. C'est un grand nom, mais ils sont en-dessous du niveau de performance qu'ils avaient à l'époque», a expliqué le technicien français.

Denis Lavagne a enchaîné : «Enfin, le RS Berkane est une équipe qui a fait une très bonne performance l'année dernière mais qui n'est pas non plus une équipe qui a l'habitude de jouer à ce niveau-là. Je pense qu'on a toutes nos chances pour se qualifier».

«Il faudra bien aborder le premier match à domicile contre Coton Sport et c'est là qu'on pourra voir quelles sont nos chances. Prendre un bon départ

sera très important pour nous», a-t-il ajouté. Le message du technicien français est donc clair puisqu'il appelle ses joueurs à se donner à fond lors des matchs qu'ils joueront à domicile qu'ils doivent absolument remporter, tout en tentant de revenir avec un maximum de points de l'extérieur de leur base. Avec l'expérience qu'a emmagasinée le club dans ce genre de compétition, il est clair que ses chances de passer au prochain tour restent grandes et les joueurs sont décidés à se surpasser pour atteindre, dans un premier temps, les quarts de finale et pourquoi pas aller en finale.

M. M.

OGC Nice

### Boudaoui charme tout le monde

**DANS SON** édition du jour, le quotidien sportif français «L'Équipe» dresse un magnifique portrait de l'international algérien, Hicham Boudaoui. Depuis plus d'un mois, le joueur formé au Paradou a été replacé seul devant la défense, et c'est une grande réussite. En l'absence de sa sentinelle Morgan Schneiderlin, l'OGC Nice devait trouver une solution à ce poste, et c'est à Lens que Boudaoui va évoluer pour la première fois dans ce nouveau rôle. Son entraîneur, Adrian Ursea, était très satisfait après la rencontre : «Il fallait que je change quelque chose, que je trouve quelque chose sur le plan tactique et collectif. Hicham a fait un sacré bon match. Je l'ai mis là parce que je voulais qu'il joue ce rôle de numéro 6 car c'est un joueur extrêmement intelligent, qui a

une grosse capacité à retransmettre sur le terrain, tout de suite avec beaucoup d'efficacité, les choses qu'on lui demande. C'est un garçon qui court beaucoup, environ 12 kilomètres, et les courses qu'il fait sont à haute intensité. On a véritablement un profil que beaucoup d'entraîneurs aimeraient bien avoir. Ce soir, je suis très satisfait de sa performance». Depuis, l'ex-international français est remplaçant.

Toujours lors de ce match dans le Nord, le natif de Béchar a battu le record de la saison de courses à haute intensité du club, avec 142 sprints à plus de 3 mètres par seconde. En quinze ans de carrière, le préparateur physique du club Nicolas Dyon, n'avait jamais vu ça. Étonnant ? Sûrement pas, puisque Boudaoui a terminé premier à

tous les tests physiques d'avant-saison au Gym.

Arrivé à Nice en août 2019, après avoir remporté la CAN, Hicham Boudaoui a rapidement impressionné dans son nouveau club. Un cadre du vestiaire a confié à «L'Équipe» son «choc devant cet inconnu au physique frêle» qui sans préparation, avait «roulé sur tout le monde» lors des premières séances.

Pour Julien Fournier, directeur du football à l'OGC Nice, l'arrivée de l'Algérien au club était un concours de circonstances : «Je n'étais pas encore revenu au club et, un soir, chez moi, je regarde un match de la CAN, Tanzanie-Algérie. Je me dis : «C'est quoi, ce joueur ?». Je demande à l'agent de Youcef Atal s'il le connaît. Il s'occupait de lui. C'est comme ça qu'on a étudié son profil».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Chlef

## Démantèlement d'une bande de faux-monnayeurs

UNE BANDE spécialisée dans la falsification de la monnaie nationale a été neutralisée par la brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Chlef, qui a saisi une somme de plus de 660 000 DA en faux billets, a-t-on appris, jeudi, auprès de la cellule d'information de ce corps sécuritaire. Selon le chargé de l'information, le commissaire de police Cherif Ankoud, la brigade criminelle relevant du service de la police judiciaire a mis hors d'état de nuire une bande spécialisée dans la falsification de la monnaie nationale, avec l'arrestation de trois personnes âgées de 30 à 36 ans, et la saisie de plus de 660 000 DA en faux billets.

Cette opération a été réalisée, a-t-il ajouté, grâce à l'exploitation d'informations portant sur deux individus qui s'approprièrent à écouler de faux billets, suite à quoi un plan a été mis en place, ayant permis l'arrestation des suspects à bord d'un camion immatriculé à Chlef, est-il précisé de même source.

La fouille du véhicule en question a permis la découverte d'une somme de 662 000 DA en faux billets, représentés par 258 billets de 2 000 DA et 146 billets de 1 000 DA.

Les investigations réalisées dans cette affaire ont également permis la découverte de l'existence d'un 3<sup>e</sup> complice qui a été identifié et arrêté dans la ville de Chlef, selon la même source, signalant que cette bande s'appropriait à écouler ces faux billets au niveau des marchés de bétail de la région.

Après achèvement des procédures judiciaires à leur rencontre, les suspects ont été transférés vers le Parquet de Chlef pour les chefs d'inculpation de «*constitution d'une association de malfaiteurs en vue de commettre le délit d'émission, distribution, vente*

*et écoulement de faux billets en monnaie nationale*».

### El Marsa : mise en échec d'une tentative de harka de 12 personnes

Une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes issues de wilayas voisines de Chlef, à partir du littoral de la wilaya, a été mise en échec par des éléments de la police d'El Marsa (nord-ouest de Chlef), a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la sûreté de wilaya.

Dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, la police d'El Marsa a déjoué une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes, âgées entre 22 et 38 ans, et issues de wilayas voisines, est-il indiqué dans le même communiqué, signalant que l'opération a été réalisée grâce à des informations portant sur un groupe de personnes qui ont collecté une somme de 1 300 000 DA, en vue de l'achat d'une barque de pêche et du nécessaire utilisé lors de la traversée clandestine par mer. Suite à quoi une instruction judiciaire a été lancée, suivie de recherches et investigations, est-il précisé de même source. L'opération a permis l'arrestation des 12 suspects, qui se préparaient à une opération d'émigration clandestine à partir de l'une des plages de la ville d'El Marsa, avec la saisie d'une barque en bois et d'un moteur, avant leur acheminement vers le siège de la brigade pour la poursuite de l'enquête.

Les suspects ont été présentés devant le tribunal de Ténès pour le chef d'inculpation de «*planification d'une sortie illégale du territoire national pour plusieurs personnes dans le but d'obtention d'un intérêt financier*» et «*sortie illégale du territoire national*».

Dailil N.

Pour améliorer la qualité de l'école algérienne

## L'impératif de former la ressource humaine souligné par le ministre

LE MINISTRE de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a insisté, hier à Alger, sur l'impérative formation de la ressource humaine en matière de gestion des examens scolaires nationaux, des concours et des examens professionnels, en vue d'améliorer le rendement et la performance du système éducatif et la qualité de l'école algérienne.

Présidant l'ouverture d'une session de formation pour le développement des compétences des directeurs de l'Éducation des wilayas, consacrée au thème «*l'organisation des examens scolaires nation-*

*aux, des concours et des examens professionnels*», M. Ouadjaout a mis l'accent sur l'importance de la formation continue de l'administrateur dans le secteur de l'Éducation, à même de lui permettre de bénéficier d'une formation administrative et pédagogique visant l'amélioration du «*niveau de rendement professionnel*».

Le ministre s'attelle à «*améliorer le rendement du système éducatif, notamment à travers la maîtrise des différents aspects de l'opération d'organisation des examens scolaires nationaux, des concours et des examens professionnels*», soulignant que

## L'apparition du variant Britannique En Algérie



Tizi Ouzou/ Alimentation en gaz naturel des trois dernières communes de la wilaya

## Nouvelle tentative de relance du projet à Akerrou, Zekri et Aït Chafaâ

■ Une nouvelle tentative de relance du vieux projet d'alimentation des trois communes restantes de la wilaya de Tizi Ouzou, à savoir, Akerrou, Zekri et Aït Chafaâ, a été organisée jeudi par le wali, en présence des représentants des populations de ces localités, des entreprises réalisatrices et des membres de l'exécutif concernés.

Par Hamid Messir

Le premier responsable de la wilaya a appelé, lors de cette rencontre, à la conjugaison des efforts de tous pour alimenter en gaz naturel ces trois dernières localités. Il a exhorté les comités de villages à accompagner le projet par la levée de nouvelles éventuelles oppositions de riverains au passage des conduites et les entreprises en charge du projet de respecter les délais contractuels de réalisation. A ce propos, les responsables de la direction locale de l'énergie ont assuré que la partie de distribution sera livrée dans un délai de six mois, sans manquer de faire état d'une opposition pour la réalisation du gazoduc au niveau d'Azazga. A rappeler que cet important projet consiste en la réalisation d'un gazoduc depuis Fréha jusqu'à

Sidi Ayad (wilaya de Béjaïa) avec une autorisation de programme datant de 2016, d'un montant de plus de 4,6 milliards de dinars, pour alimenter plus de 7 000 foyers issus des trois communes

précitées sur une longueur de 52 km, dont plus de 36 km sur le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou et plus de 15 km sur celui de Béjaïa. Il avait été dégelé en novembre 2019. H. M.

Tlemcen

## Plus de 197 kg de drogue saisis et un réseau criminel démantelé

LES ÉLÉMENTS de la sûreté de wilaya de Tlemcen ont saisi, dans des opérations distinctes, plus de 197 kg de drogue et démantelé un réseau criminel, indique, hier, un service de la Sûreté nationale. La première affaire, traitée par la brigade mobile de la police judiciaire de Sabra, a permis le démantèlement d'un réseau criminel actif dans le trafic de drogue et la saisie de 73,8 kg de kif traité. Dans la deuxième affaire, menée

par la sûreté de daïra de Beni Snous, une quantité de 124 kg de drogue a été saisie à bord d'un véhicule dont le propriétaire a tenté de prendre la fuite au niveau du barrage sécuritaire.

Les mis en cause ont été déferés devant le Parquet territorialement compétent, conclut le communiqué. Yanis H.

## Algérie/RASD Le Président Tebboune reçoit son homologue sahraoui



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi à Alger, le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Brahim Ghali. L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République. R N

Halim N.